

Partout sur la planète, nous sommes confrontés à une crise climatique sans précédent et le temps presse pour agir.

Le 20 septembre, profitons-en pour élire un gouvernement qui relèvera ce défi.

Le prochain gouvernement fédéral doit de toute urgence réduire notre dépendance aux combustibles fossiles, assurer une transition juste et équitable vers des emplois dans le secteur des énergies renouvelables et s'attaquer au racisme environnemental.

Conséquences désastreuses de la crise climatique

Au cours des derniers mois, nous avons de nouveau été témoins des effets ravageurs des changements climatiques.

Vagues de chaleur record, feux de forêt intenses et sécheresses ont contribué à réduire en cendres plusieurs villes au pays.

La chaleur a emporté des milliers de personnes et les feux de forêt en ont obligé des milliers d'autres à évacuer leur communauté pour éviter le pire.

Les grandes sécheresses ont gravement nui aux récoltes et compromettront sans doute la disponibilité des aliments.

Qui dit changements climatiques, dit également augmentation du risque de transmission de maladies graves, comme la maladie de Lyme. Les tiques aimant la chaleur, elles font progressivement leur chemin vers le nord, augmentant du coup le nombre de victimes depuis quelques années.

Voilà en gros les effets ravageurs des changements climatiques.

Le Canada doit agir

Il n'y a plus de temps à perdre. Le Canada doit dès maintenant contribuer à la lutte mondiale contre la crise climatique en se dotant d'étapes claires qu'il devra franchir pour réduire à néant ses émissions nettes de gaz à effet de serre d'ici 2050.

L'une des meilleures façons d'y arriver est de mettre en place un système national de tarification du carbone qui dissuadera les gens d'utiliser des combustibles fossiles.

Il nous faut également des programmes qui forceront les plus gros pollueurs du Canada – les industries du pétrole et du gaz, principales responsables de la production de carbone au Canada – à réduire leurs émissions de gaz.

Les travailleuses et travailleurs d'abord

La transition vers une économie sobre en carbone ne peut toutefois se faire au détriment de la main-d'œuvre du secteur de l'énergie.

En tant que syndiqués, nous demandons de solides programmes qui offriront de la formation, du soutien professionnel et un meilleur filet social aux travailleuses et travailleurs des communautés qui se retirent de l'industrie des combustibles fossiles.

En même temps, nous savons qu'investir massivement dans les transports en commun, la construction de bâtiments durables et la production d'énergie renouvelable créera de bons emplois verts.

Le gouvernement fédéral est le plus important employeur au Canada. Raison de plus pour montrer l'exemple et réduire son empreinte carbone en permettant à ses fonctionnaires de travailler à distance, en subventionnant les cartes de transport en commun et en veillant à ce que ses lieux de travail soient écoénergétiques.

S'attaquer au racisme environnemental

L'urgence climatique fait aussi des ravages au sein des groupes à faible revenu, où sont surreprésentées les populations autochtones, noires et racialisées.

Selon une étude récente, les résidents autochtones de Vancouver, les résidents à faible revenu de Toronto et les résidents immigrés de Montréal sont tous exposés à des niveaux plus élevés de pollution atmosphérique.

Les communautés autochtones sont les plus durement touchées par les ravages des changements climatiques et de la pollution causée par l'industrie pétrolière et gazière.

Les taux de cancer, d'asthme et d'anomalies du système reproducteur sont plus élevés parmi les membres de la Première Nation Aamjiwnaang, située près de Sarnia, une ville entourée de raffineries et d'usines pétrochimiques.

À Fort Chipewyan, une communauté majoritairement autochtone du nord de l'Alberta, on a détecté un lien entre des taux de cancer plus élevés et les contaminants des sables bitumineux.

Sans parler de la fonte rapide des glaces dans l'Arctique, qui a déjà des conséquences profondes sur les peuples du Nord.

On doit évaluer de manière proactive les conséquences de l'urgence climatique et des mesures de transition sur les communautés marginalisées. On doit s'attaquer en priorité aux répercussions négatives.

Les conservateurs nient toujours le changement climatique

Vagues de chaleur meurtrières. Incendies de forêt. Urgence climatique nationale décrétée par le Parlement il y a deux ans... Rien n'y fait : les conservateurs d'Erin O'Toole refusent toujours d'admettre que les changements climatiques sont réels.

Cette attitude remonte aux années Harper. Le gouvernement conservateur, qui niait et méprisait les recherches scientifiques sur les changements climatiques, a sabré les règlements environnementaux, muselé les climatologues et favorisé l'exploitation du pétrole et du gaz.

Selon les prédictions, les changements climatiques deviendront encore plus extrêmes et dangereux dans les années à venir. On ne peut plus attendre. Il faut agir dès maintenant.

Le Canada a besoin d'un gouvernement qui s'engage à réduire à néant son taux d'émissions nettes d'ici 2050, à faire en sorte que la transition soit équitable et à lutter contre le racisme environnemental.

La plateforme d'Erin O'Toole en matière de changement climatique est loin d'être à la hauteur. Au lieu d'un plan direct de tarification du carbone, les conservateurs proposent un système compliqué de récompenses qui favorise la consommation de combustibles fossiles au lieu de la décourager.

Et, chose incroyable, la plateforme est totalement silencieuse sur la réduction des fortes émissions de méthane de l'industrie pétrolière et gazière, même si l'effet de réchauffement du méthane est plus de 80 fois supérieur à celui du dioxyde de carbone.

Ce n'est tout simplement pas suffisant.

Le 20 septembre, donnons-nous un gouvernement qui fera passer les gens d'abord en s'attaquant à l'urgence climatique.

